

*L'Adresse—M. Blaikie*

J'ai parlé tout à l'heure de la dimension internationale, monsieur le Président. Nous devons en fait ne jamais rater une seule occasion d'instaurer un nouvel ordre économique international juste et supportable. Il faut remplacer la compétition par la coopération internationale. C'est pourquoi cela m'attriste toujours d'entendre le gouvernement, qu'il s'agisse des libéraux ou du gouvernement actuel, expliquer que nous n'allons pas essayer de promouvoir la coopération. Nous allons céder à l'esprit de compétition et dire que le Canada va s'efforcer de se rapprocher du sommet, même si d'autres pays doivent être dans le pétrin. Nous n'approcherons évidemment pas autant que nous le voulons du sommet parce que nous ne serons pas en mesure d'être aussi méchants ni aussi puissants que les États-Unis, qui vont veiller à être au sommet.

Je crois que la différence entre nous et le gouvernement, c'est que le gouvernement considère que pour provoquer un renouveau économique, il faut approuver l'opinion mondiale et se plier aux exigences des investisseurs internationaux. Le gouvernement l'a dit assez clairement et honnêtement, ce que j'apprécie, parce que cela nous permet de tenir un débat honnête. Nous trouvons toutefois que c'est une mauvaise façon de procéder. En dernière analyse, cela ne donnera rien parce qu'on ne s'attaquera pas aux problèmes internationaux urgents de la coopération et du développement et parce que chez nous, nous négligerons la dimension écologique de nos problèmes économiques. Il faut au contraire ouvrir la voie parce que nous avons une culture politique capable de faire face, je l'espère du moins, aux exigences des multinationales et que d'autres voudraient nous voir négliger ces problèmes écologiques pour leur permettre d'agir à leur guise.

Nous savons que cette sensibilité sur le plan écologique est considérée comme un obstacle pour les investissements. Qu'a fait le gouvernement conformément à l'opinion mondiale que je lui ai attribuée? Il a envoyé le bon signal. Il a supprimé le secrétariat à l'environnement. Le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) en a parlé aujourd'hui. Le gouvernement a envoyé le bon signal aux investisseurs au sujet des dimensions écologiques de nos problèmes: Ne vous tracassez pas; nous sommes disposés à y renoncer s'il le faut, pour vous faire plaisir. Le gouvernement a lancé les bons signaux en supprimant le centre des recherches toxicologiques du Guelph. Je ne vois pas comment le gouvernement canadien peut faire preuve d'un tel manque de discernement et d'une telle imprévoyance en annulant, alors que la pollution constitue une véritable bombe à retardement, un projet qui devait enfin permettre au Canada d'effectuer des tests et de porter un jugement scientifique dans le domaine de la toxicologie. Selon moi, c'est là le meilleur exemple de l'irréflexion du gouvernement.

**M. le vice-président:** Je demande au député de bien vouloir conclure brièvement son discours.

**M. Blaikie:** Monsieur le Président, j'avais d'autres choses à ajouter, mais je pourrais peut-être simplement conclure sur ces

mots. Le gouvernement cherche à en revenir à l'éthique économique antérieure à l'État providence, alors que la véritable solution aux problèmes posés par l'État providence libéral est non pas de retourner en arrière, mais plutôt d'aller de l'avant et de renouveler la pensée économique, de tenir compte de ce qui se passe vraiment dans nos champs, nos forêts et nos océans, de trouver de nouvelles solutions économiques qui tiendront compte de tout cela et de renoncer à des considérations purement financières qui négligent totalement l'importance de l'environnement.

**M. le vice-président:** Questions et observations.

**M. Fulton:** Monsieur le Président, comme toujours, le député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie) a fait un excellent discours, mais je crois qu'il vaut la peine d'ajouter quelque chose à ce qu'il a déclaré vers la fin de son propos, compte tenu des négociations difficiles qui se déroulent actuellement entre le Canada et les États-Unis au sujet du Love Canal, du S-Dump, de Hyde Park et d'autres sources de pollution qui libèrent des produits chimiques particulièrement toxiques, surtout de la dioxine, dans le système des Grands lacs. Cela met en danger la vie de millions de Canadiens et d'Américains. Je sais que le Canada tient à exercer un contrôle sur ce qui se passe dans les Grands lacs. Nous sommes au courant de la contamination par le Mirex des anguilles que nous exportons vers l'Allemagne. Nous savons qu'il est possible que certaines dioxines contaminent l'eau potable à Toronto et ailleurs.

Le député peut-il nous décrire de façon un peu plus précise les problèmes écologiques qui peuvent surgir si le gouvernement enlève cette source de financement au seul institut du Canada qui pouvait vraiment se livrer à un travail approfondi? Quelles en seront les conséquences, non seulement pour l'hygiène publique, mais également pour l'environnement où ces déchets dangereux vont s'accumuler et constituer un problème de plus en plus grave et impossible à résoudre? Pourrait-il nous fournir plus de précisions à ce sujet?

**M. Blaikie:** Monsieur le Président, je remercie le député de Skeena (M. Fulton) de sa question. Les décisions prises par le gouvernement à la suite des compressions budgétaires annoncées par le ministre des Finances (M. Wilson) reflètent, comme je l'ai dit, une stratégie à courte vue. Le ministre des Sciences et de la Technologie (M. Siddon) a parlé aujourd'hui des coupes effectuées dans le budget du centre de la fabrication et de la technologie de Winnipeg. Il a dit espérer qu'un jour le secteur privé reprendrait tout cela en main. Monsieur le Président, une des raisons pour lesquelles nous tenions à avoir ces instituts de recherche financés par l'État, c'est que nous dépendions depuis très longtemps des recherches faites par le secteur privé aux États-Unis et qui bien souvent se sont révélées insatisfaisantes, fausses et toujours suspectes dans la mesure où elles sont financées par ceux qui ont tout intérêt à ce que leurs produits soient déclarés sans danger et commercialisables.